



Conseil d'Etat
Staatsrat

**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**



2014.02788

25 JUNI 2014

Département fédéral de l'économie, de la
formation et de la recherche (DEFR)
Monsieur Johann N. Schneider-Ammann
Conseiller fédéral
Schwanengasse 2
3003 Berne

Références SB/AF
Date 18 juin 2014

Audition : Projet d'ordonnance concernant la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE) et projets de révision de deux ordonnances du DEFR dans le domaine des hautes écoles spécialisées

Monsieur le Conseiller fédéral,

Votre correspondance du 5 mai 2014 relative à l'objet cité en référence nous est bien parvenue et a retenu toute notre attention.

Après un examen approfondi du dossier, nous vous livrons, ci-après, les remarques du Gouvernement valaisan.

De façon générale, ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la loi fédérale sur l'encouragement et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE) dont l'entrée en vigueur est prévue par le Conseil fédéral pour le début 2015. Cette entrée en vigueur de la LEHE se fera en deux étapes (art. 81, al. 3, LEHE), vu la nécessité de coordonner la transition de la loi du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités (LAU) et de la loi du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES).

De fait, alors que les dispositions concernant les organes, l'accréditation et les dispositions transitoires de la LEHE s'appliqueront déjà au début 2015, l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives au financement est prévue seulement pour la période FRI 2017-2020. Les dispositions de la LEHE relatives au financement entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2017 (art. 80 et 81 LEHE) via une révision générale de l'O-LEHE et feront l'objet d'une nouvelle consultation.

a) Projet d'ordonnance concernant la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE)

Ce texte, qui s'inscrit dans la réforme du paysage suisse des hautes écoles, n'appelle pas de remarques particulières.

b) Projet de révision partielle de l'ordonnance du DEFR du 2 septembre 2005 concernant l'admission aux études dans les hautes spécialisées

Cette révision n'appelle pas de remarques particulières. Les modifications concernent les références à la LEHE et à l'O-LEHE au lieu de la LHES et une correction d'ordre linguistique, le terme « Une maturité professionnelle » étant remplacé par celui de « Un certificat de maturité professionnelle ».



Place de la Planta, CP 478, 1951 Sion
Tél. 027 606 21 00 · Télécopie 027 606 21 04

c) Projet de révision partielle de l'ordonnance du DEFR du 4 juillet 2000 sur l'obtention a posteriori du titre d'une haute école spécialisée

Les modifications concernent les références à la LEHE et à l'O-LEHE au lieu de la LHES ainsi qu'au renvoi à l'annexe de l'O-LHES concernant la liste de toutes les filières d'études bachelor des hautes écoles spécialisées autorisées (et pas uniquement, comme c'est le cas actuellement, des filières d'études bachelor accréditées).

Dans le cadre de cette révision partielle, le rapport explicatif accompagnant l'audition (p. 9) signale que les éléments issus de la procédure d'audition lancée en décembre 2013 sur l'introduction d'une possibilité d'obtention a posteriori d'un titre d'une haute école spécialisée dans le domaine des soins sont en cours d'analyse et que les résultats de ce processus sera également pris en compte dans cette révision partielle.

Le Gouvernement valaisan, dans sa réponse du 2 avril 2014 à cet objet, rappelle qu'il estime les conditions fixées permettant d'obtenir un titre HES d'infirmier-ère a posteriori (OPT) par trop restrictives. Ces conditions entraînent une inégalité de traitement au sein même de la profession d'infirmier-ère, une discrimination des infirmier-ère-s par rapport aux autres professions de la santé et ne permettront qu'à un nombre restreint de professionnels de réunir les conditions nécessaires dans une période marquée par une pénurie de personnel qualifié.

En vous remerciant de nous avoir consultés et en espérant que vous tiendrez compte de nos observations et remarques, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre considération distinguée.

Le président

Jean-Michel Cina

Au nom du Conseil d'Etat



Le chancelier

Philipp Spörri

Copie à M. Mauro Dell'Ambrogio, secrétaire d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)
Mme Silvia Studinger, cheffe de la division Hautes écoles du SEFRI, vice-directrice, par voie électronique
silvia.studinger@sbfi.admin.ch